RÈGLEMENT 340.07.1

sur le droit disciplinaire applicable aux détenus avant jugement et aux condamnés (RDD)

du 26 septembre 2007

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu l'article 91 du Code pénal suisse ^[A]

vu la loi du 4 juillet 2006 sur l'exécution des condamnations pénales (LEP) ^[B]

vu la loi du 7 novembre 2006 sur l'exécution de la détention avant jugement (LEDJ) ^[C]

vu le préavis du Département de l'intérieur

arrête

^[A] Code pénal suisse du 21.12.1937 (RS 311.0)

^[B] Loi du 04.07.2006 sur l'exécution des condamnations pénales (BLV 340.01)

^[C] Loi du 07.11.2006 sur l'exécution de la détention avant jugement (BLV 312.07)

Chapitre I Dispositions générales

Section I Objet et champ d'application

Art. 1 Objet

¹ Le présent règlement régit le droit disciplinaire applicable en matière d'exécution de détention avant jugement et d'exécution de peines et de mesures.

Art. 2 Champ d'application

¹ Le présent règlement est applicable aux détenus avant jugement et aux condamnés placés dans les établissements de détention avant jugement et les établissements d'exécution de peines et de mesures du canton de Vaud.

Section II Principes

Art. 3 Objectif

¹ Le droit disciplinaire contribue à assurer le respect des règles applicables durant la détention et à garantir l'ordre et la sécurité dans les établissements pénitentiaires ainsi que la sécurité publique.

Art. 4 Restriction

¹ La procédure disciplinaire est un mécanisme de dernier recours.

² Préalablement à toute procédure disciplinaire, les établissements pénitentiaires s'efforcent d'utiliser les mécanismes de dialogue et de médiation pour résoudre leurs différends avec les détenus avant jugement et les condamnés (ci-après : détenus) de même que les disputes entre ces derniers.

Art. 5 Exhaustivité

¹ Aucun autre acte que ceux visés aux articles 29 à 43 du présent règlement n'est constitutif d'une infraction disciplinaire.

² Aucune autre sanction que celles visées aux articles 21 à 26 du présent règlement ne peut être prononcée.

Art. 6 Prohibition de la double sanction

¹ Aucun détenu ne peut être sanctionné deux fois pour les mêmes actes ou la même conduite.

Art. 7 Concours d'infractions disciplinaires

¹ Lorsque par sa conduite, par un seul ou plusieurs actes, un détenu encourt plusieurs sanctions disciplinaires, l'autorité compétente prononce à son encontre l'une des sanctions disciplinaires prévues pour l'infraction disciplinaire la plus grave.

Art. 8 Critères de choix

¹ La sanction doit être adaptée à la situation du détenu fautif et de nature à avoir sur lui un effet éducatif.

Art. 9 Proportionnalité

¹ La sévérité de la sanction doit être proportionnée à la gravité de l'infraction.

Art. 10 Limite temporelle

¹ Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées pour une durée supérieure à celle qui est fixée pour chacune d'entre elles, conformément aux articles 29 à 43 du présent règlement.

Art. 11 Poursuites pénales

¹ Les sanctions disciplinaires sont ordonnées sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Art. 12 Autorité compétente

¹ Le directeur de l'établissement dans lequel le détenu est placé est compétent pour prononcer une sanction disciplinaire.

Section III Procédure

Art. 13 Information

¹ Tout fait susceptible de constituer une faute disciplinaire de même que toute allégation y relative doivent être rapidement portés à la connaissance du directeur de l'établissement dans lequel le détenu est placé.

Art. 14 Enquête

¹ Le directeur de l'établissement diligente sans délai une enquête. Dans le cadre de celle-ci, le directeur ou, par délégation, un cadre désigné par ledit directeur, procède à toute mesure d'instruction utile.

² Il est dressé un procès-verbal de tous les actes d'instruction auxquels il est procédé.

Art. 15 Médiation

¹ Dans le cas où, à l'issue de l'enquête, il apparaît que la médiation est de nature à résoudre l'affaire, le directeur de l'établissement peut requérir celle-ci en faisant appel au collaborateur du Service pénitentiaire spécialement désigné à cet effet par la direction dudit service.

² Le médiateur convoque les parties en litige, en rappelant le caractère volontaire de leur participation.

³ Lorsqu'il estime sa mission achevée, le médiateur porte à la connaissance du directeur de l'établissement le résultat de la médiation. Si celle-ci a abouti, il lui communique les termes de l'accord intervenu entre les parties. Dans le cas contraire, il en constate l'échec.

Art. 16 Moyens de défense

¹ Lorsque le directeur de l'établissement décide d'engager des poursuites disciplinaires, le détenu doit être informé rapidement, dans une langue qu'il comprend, de la nature des accusations portées contre lui ainsi que du jour et de l'heure de l'audition.

² Le temps et les moyens suffisants doivent être accordés au détenu afin de lui permettre de préparer sa défense.

³ A ce titre, le détenu peut solliciter l'audition de témoins et soumettre une liste de questions à leur poser. Les témoins sont entendus par le directeur de l'établissement ou, en cas de délégation, par un cadre désigné par ledit directeur, hors la présence du détenu.

Art. 17 Placement préventif aux arrêts

¹ Le directeur de l'établissement ou, en cas de délégation, un cadre désigné par ledit directeur peut, à titre préventif et sans attendre l'audition, décider du placement du détenu aux arrêts si cette mesure est l'unique moyen de mettre fin à la faute ou de préserver l'ordre de l'établissement.

² Sa durée est limitée au strict nécessaire et ne peut excéder celle fixée à l'article 18 alinéa 1 du présent règlement.

³ La durée du placement s'impute sur celle de la sanction à subir.

Art. 18 Audition

¹ Le détenu est entendu par le directeur de l'établissement ou, en cas de délégation, par un cadre désigné par ledit directeur, dans les 48 heures ou, le cas échéant, le premier jour ouvrable suivant le moment où le détenu a été informé de la nature des accusations portées contre lui.

² Le détenu présente ses explications écrites ou orales.

³ S'il ne comprend pas la langue dans laquelle se déroule l'audition, n'est pas en mesure de s'exprimer dans cette langue ou s'il est physiquement incapable de s'exprimer, ses explications sont présentées par l'intermédiaire d'un interprète désigné par la direction de l'établissement.

⁴ Il est dressé un procès-verbal de l'audition.

Art. 19 Avis médical

¹ Quelle que soit la nature de la sanction envisagée, le directeur de l'établissement sollicite l'avis du service médical avant de rendre une décision à l'encontre des détenus souffrant de troubles psychiques.

Art. 20 Décision

¹ La décision ordonnant une sanction disciplinaire est communiquée au détenu par écrit.

² Elle doit, au minimum, contenir :

- a. un exposé des faits ;
- b. les dispositions légales et réglementaires sur lesquelles elle se fonde ;
- c. une brève motivation ;
- d. l'indication de la nature de la sanction prononcée ;
- e. pour les sanctions visées aux articles 22 à 24, l'indication de l'étendue de la sanction ;
- f. hors le cas de l'avertissement, l'indication de la durée de la sanction prononcée ;
- g. le cas échéant, l'indication du sursis ;
- h. l'indication des voie et délai de recours.

³ L'établissement pénitentiaire adresse sans délai une copie de la décision au service médical ainsi qu'à l'autorité dont le détenu dépend.

Chapitre II Dispositions spéciales

Section I Les différentes sanctions disciplinaires

Art. 21 L'avertissement

¹ L'avertissement indique au détenu que son comportement est constitutif d'une infraction disciplinaire et l'informe qu'en cas de nouvelle infraction disciplinaire, une autre sanction sera prononcée à son encontre.

² Il ne peut être prononcé qu'en cas de première infraction disciplinaire ou d'infraction de peu de gravité.

Art. 22 La suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières

¹ La suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières consiste en un blocage, complet ou partiel, pendant une période déterminée, du compte disponible ou du compte personnel du détenu.

² Le blocage du compte ne s'applique ni à l'achat de biens de première nécessité, ni au téléphone, ni à l'expédition de la correspondance.

³ La durée maximale de cette sanction est de 90 jours.

Art. 23 La suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs

¹ La suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs a pour effet de priver, complètement ou partiellement, durant une période déterminée, un détenu de la possibilité de participer aux activités physiques et récréatives proposées par l'établissement dans lequel il est placé, d'accéder aux installations mises en place par ledit établissement (bibliothèque, par exemple) et d'utiliser le matériel mis à disposition ou autorisé par ce dernier (radio, télévision, ordinateur notamment).

² La sanction ne s'applique pas à la promenade.

³ La durée maximale de cette sanction est de 90 jours.

Art. 24 La suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur

¹ La suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur a pour effet de priver, complètement ou partiellement, durant une période déterminée, un détenu de la possibilité, notamment, de recevoir des visites ordinaires et familiales, de bénéficier de rencontres privées, de recevoir et d'envoyer de la correspondance, de téléphoner, de recevoir des colis et d'obtenir des autorisations de sortie.

² La sanction ne s'applique ni aux visites des avocats, des représentants des Eglises et communautés religieuses et des fonctionnaires consulaires, ni à la correspondance échangée entre le détenu et les tribunaux, le Service pénitentiaire, l'Office d'exécution des peines, les avocats, les agents d'affaires brevetés, les consulats et les ambassades, ni aux téléphones du détenu à ces mêmes personnes ou autorités, ni à l'exercice des droits politiques.

³ La durée maximale de cette sanction est de 90 jours.

Art. 25 L'amende

¹ L'amende est prononcée en nombre de jours.

² Un jour d'amende équivaut à un jour de rémunération, d'indemnité équitable ou d'indemnité-chômage.

³ Lorsque le détenu ne perçoit ni rémunération ni indemnité équitable ni indemnité-chômage, la valeur du jour d'amende est fixée, selon la situation personnelle et économique dudit détenu, entre CHF 5.- et CHF 30.-.

⁴ Le montant correspondant au nombre de jours d'amende prononcés est prélevé par l'établissement sur le compte disponible ou le compte personnel du détenu, après échéance du délai de recours.

⁵ La durée maximale de cette sanction est de 30 jours.

Art. 26 Les arrêts

¹ Les arrêts consistent dans le placement du détenu dans une cellule prévue à cet effet.

² La sanction emporte pendant toute sa durée la privation de contact avec les autres détenus, de toutes les activités et des relations avec l'extérieur. Le détenu porte les vêtements qui lui sont fournis ou ceux qu'il est autorisé à porter. Dès le deuxième jour, il a la possibilité de se doucher selon la disposition du règlement qui lui est applicable. En fonction du comportement du détenu, l'établissement peut lui fournir de la lecture et du matériel nécessaire à l'écriture.

³ A l'exception du premier jour, le détenu conserve le droit à la promenade. Celle-ci se déroule dans un lieu prévu à cet effet.

⁴ Le détenu conserve le droit de recevoir les visites des avocats et fonctionnaires consulaires, d'échanger de la correspondance avec les tribunaux, le Service pénitentiaire, l'Office d'exécution des peines, les avocats, les agents d'affaires brevetés, les consulats et les ambassades et d'exercer ses droits politiques.

⁵ Le détenu bénéficie d'une visite médicale ou infirmière une fois par jour.

⁶ La durée maximale de cette sanction est de 30 jours.

Section II Sursis, suspension, fractionnement et dispense

Art. 27 Sursis

¹ Le directeur de l'établissement accorde le sursis à l'exécution de la sanction lorsque la menace de ladite sanction paraît suffisante pour détourner le détenu de la commission d'une nouvelle infraction disciplinaire.

² Le directeur de l'établissement peut accorder un sursis partiel à l'exécution de la sanction afin de tenir compte de façon appropriée de la faute du détenu.

³ Lorsque le bénéficiaire du sursis est octroyé, un délai de suspension de la sanction est fixé ; ce délai ne peut excéder six mois. L'attention du détenu doit être attirée sur les conséquences du sursis, telles qu'elles sont réglées par le présent article.

⁴ Si, durant le délai d'épreuve, le détenu commet une nouvelle infraction disciplinaire donnant lieu à une sanction, le sursis est, sauf décision contraire du directeur de l'établissement, révoqué de plein droit. La première sanction est alors exécutée cumulativement avec la seconde.

⁵ Toutefois, lorsque les deux sanctions sont de même nature, leur durée cumulée ne peut excéder la limite du maximum prévu, pour la faute la plus grave, par les articles 29 à 43 du présent règlement.

⁶ Si, durant le délai d'épreuve, le détenu n'a commis aucune infraction disciplinaire donnant lieu à une sanction, la sanction assortie du sursis n'est pas exécutée.

Art. 28 Suspension, fractionnement et dispense

¹ Le directeur de l'établissement suspend, après le prononcé de la sanction et sur indication du service médical, l'exécution de celle-ci lorsqu'elle est de nature à affecter l'état de santé physique ou psychique du détenu.

² Le directeur de l'établissement peut, après le prononcé de la sanction, décider d'en suspendre ou d'en fractionner l'exécution, soit à l'occasion d'un jour férié, soit en raison de la bonne conduite de l'intéressé ou pour lui permettre de suivre un traitement ou une formation professionnelle.

³ Le directeur de l'établissement peut, pour les motifs visés à l'alinéa 2 du présent article, après le prononcé de la sanction, dispenser le détenu de tout ou partie de son exécution.

Section III Les infractions disciplinaires

Art. 29 Atteintes à l'intégrité physique

¹ Le détenu qui aura exercé des violences physiques à l'encontre d'un codétenu, d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 90 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 90 jours, ou des arrêts jusqu'à 30 jours.

Art. 30 Mise en danger

¹ Le détenu qui aura intentionnellement commis un acte de nature à mettre en danger la sécurité d'autrui sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 90 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 30 jours, ou des arrêts jusqu'à 30 jours.

Art. 31 Evasion

¹ Le détenu qui se sera évadé, aura tenté de s'évader, aura effectué des actes préparatoires, aura participé à une évasion ou à une tentative d'évasion, ou ne sera pas rentré d'un congé sera sanctionné des arrêts jusqu'à 30 jours.

Art. 32 Actions collectives

¹ Le détenu qui aura participé à toute action collective de nature à compromettre la sécurité de l'établissement ou à perturber l'ordre de ce dernier sera sanctionné de l'avertissement, de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 90 jours, ou de suppression temporaire, complète ou partielle des relations avec le monde extérieur jusqu'à 90 jours, ou des arrêts jusqu'à 30 jours.

Art. 33 Atteintes à l'honneur

¹ Le détenu qui aura proféré des insultes ou aura tenu des propos outrageants à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement, d'une personne en mission ou en visite au sein de l'établissement ou d'un codétenu ou qui, de toute autre manière, aura attaqué les personnes précitées dans leur honneur sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 60 jours, ou des arrêts jusqu'à 10 jours.

Art. 34 Atteintes à la liberté

¹ Le détenu qui aura obtenu ou tenté d'obtenir par menace de violences ou contrainte un engagement ou une renonciation ou la remise d'un bien quelconque sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 30 jours, ou des arrêts jusqu'à 30 jours.

Art. 35 Fraude et trafic

¹ Le détenu qui aura détenu des substances ou des objets dangereux, illicites ou prohibés, ou se sera livré à un trafic ou des tractations portant sur de tels substances ou objets avec des codétenus ou des personnes extérieures à l'établissement sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 60 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 60 jours, ou des arrêts jusqu'à 20 jours.

Art. 36 Consommation de produits prohibés

¹ Le détenu qui aura consommé de l'alcool, des produits stupéfiants ou des médicaments non prescrits médicalement ou pris non conformément à la prescription médicale sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou des arrêts jusqu'à 10 jours.

Art. 37 Dommages à la propriété

¹ Le détenu qui aura délibérément causé un dommage aux locaux ou au matériel affecté à l'établissement sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 30 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 30 jours, ou des arrêts jusqu'à 15 jours.

Art. 38 Actes contraires aux moeurs

¹ Le détenu qui aura imposé à la vue d'autrui des actes obscènes ou susceptibles d'offenser la pudeur ou qui aura montré en public ou offert à une personne qui n'en voulait pas des objets ou des représentations pornographiques sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle des relations avec le monde extérieur jusqu'à 60 jours, ou des arrêts jusqu'à 10 jours.

Art. 39 Atteintes au patrimoine

¹ Le détenu qui aura commis ou aura tenté de commettre un vol ou toute autre atteinte frauduleuse à la propriété d'autrui sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 20 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 20 jours, ou des arrêts jusqu'à 15 jours.

Art. 40 Inobservation des règlements et directives

¹ Le détenu qui aura de toute autre manière contrevenu au règlement ou aux directives qui lui sont applicables sera sanctionné de l'avertissement, de l'amende jusqu'à 10 jours, de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 90 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 90 jours, ou des arrêts jusqu'à 10 jours.

Art. 41 Refus d'obtempérer

¹ Le détenu qui aura refusé d'obtempérer aux injonctions des membres du personnel de l'établissement sera sanctionné de l'avertissement, ou de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des activités de loisirs jusqu'à 90 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 90 jours, ou des arrêts jusqu'à 10 jours.

Art. 42 Plainte abusive

¹ Le détenu qui aura déposé une plainte manifestement abusive à l'encontre d'un codétenu, d'un membre du personnel ou de la direction de l'établissement dans lequel il est placé sera sanctionné de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 60 jours.

Art. 43 Communication irrégulière

¹ Le détenu qui aura communiqué irrégulièrement avec un codétenu ou avec toute autre personne extérieure à l'établissement sera sanctionné de l'amende jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières jusqu'à 10 jours, ou de la suppression temporaire, complète ou partielle, des relations avec le monde extérieur jusqu'à 30 jours.

Chapitre III Dispositions finales

Art. 44 Entrée en vigueur

¹ Le Département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui entre en vigueur le 5 octobre 2007.